

ACTUALITÉS économiques



UN PAYSAGE INDUSTRIEL CONTRASTÉ

Rarement la conjoncture industrielle en France aura été si dispersée. Les indicateurs qualitatifs comme quantitatifs divergent en effet très clairement selon les secteurs et les territoires, en particulier dans la branche de la métallurgie (dont la valeur ajoutée représente quasiment la moitié de celle dégagée par l'industrie manufacturière). Globalement, les effectifs se réduisent, quoiqu'à un rythme mesuré compte tenu de l'arrêt de la contraction de l'intérim.

> Résistance de l'activité mais des carnets de commandes très dégradés dans certains territoires

En France, les volumes fabriqués en 2025 ont diminué dans l'agroalimentaire (- 1,5 % sur la base des indices mensuels de l'Insee disponibles jusqu'en novembre) et dans plusieurs secteurs industriels producteurs de biens intermédiaires (- 4 % dans le bois-papier et - 3 % dans la chimie et le caoutchouc). Dans la métallurgie, une hausse moyenne d'environ 2 % est intervenue après une décrue d'autant en 2024, pour une très large part grâce aux performances de la construction aéronautique et spatiale (environ + 13 % en 2025), où les difficultés d'approvisionnement se sont détendues en cours d'exercice ; dans une moindre mesure, l'activité a augmenté dans la construction ferroviaire et la réparation d'équipements, alors qu'elle a de nouveau fléchi dans la mécanique (machines pour la métallurgie mais aussi pour l'agriculture, la construction) et dans les produits métalliques (structures, découpage-emboutissage). Dans l'automobile, la production des constructeurs a progressé de 4 %, les nouveaux véhicules à volume significatif produits dans les sites en France compensant le repli à l'œuvre pour les véhicules utilitaires liés à la décroissance du marché européen ; il n'empêche, fin 2025, la production se situait encore 17 % en deçà de celle comptabilisée juste avant la pandémie. Chez les équipementiers, une baisse pour la troisième année consécutive a été relevée.

Dans un sondage flash réalisé par l'UIMM nationale début novembre 2025, plus de la moitié des chambres territoriales y ayant répondu indiquaient que les carnets de commandes de leurs adhérents étaient jugés en baisse. Les résultats de l'enquête menée par l'UIMM Nouvelle-Aquitaine au troisième trimestre 2025 s'inscrivent en ligne, 48 % des employeurs de la région signalant une dégradation de ces mêmes carnets, et, 35 % de « l'inquiétude, du pessimisme ». Au quatrième trimestre, un tiers des adhérents interrogés par l'UIMM Lorraine exprimaient un affaiblissement des commandes, et, par ailleurs, près de 30 % des dirigeants interrogés par l'UIMM Auvergne en octobre faisaient état d'une faiblesse significative de leur carnet. Ceux sondés par l'UIMM 35-56 étaient près de 50 % à déclarer une mauvaise visibilité au troisième trimestre (contre un tiers au premier), alors que, selon les dirigeants des Côtes d'Armor (PME opérant fréquemment sur des niches), la situation apparaît en regard globalement bien meilleure puisque huit sur dix considéraient leur carnet correct ou confortable. Dans la Manche, où 40 % des entreprises relèvent du nucléaire et du naval, 36 % des employeurs questionnés en décembre ont mentionné une hausse de leur chiffre d'affaires d'au moins 10 % entre 2024 et 2025 ; 26 % ont indiqué une baisse et seulement 18 % en envisagent une pour 2026.

> Une transformation numérique qui maintient à flot les dépenses d'investissement

En France, le recul des investissements en biens manufacturés constaté entre l'été 2023 et l'été 2024 a laissé place à une stabilisation depuis lors, alors que ceux en construction non résidentielle se maintiennent sur une pente glissante. La bonne nouvelle tient à l'ascension prolongée des dépenses en information-communication (R&D, logiciels) : + 4 % sur un an au troisième

trimestre 2025 et + 41 % en l'espace de moins de six ans, d'après les comptes nationaux. Globalement donc, malgré les incertitudes tenaces sur le plan politique et des conditions de financement jugés défavorables, les dépenses des entreprises en capital fixe font preuve de résilience, conséquence de leur volonté d'accélérer leur transformation numérique. A ce stade, l'Insee comme la Banque de France retiennent comme scénario central une progression des investissements productifs en 2026 nonobstant les quelques dixièmes de points que coûteraient encore l'instabilité budgétaire et fiscale.

Le déficit extérieur français de produits métallurgiques s'établit en moyenne à 3,4 milliards d'€ par mois contre 4,2 milliards entre 2022 et 2024. La Chine demeure notre second fournisseur et se situe même en tête pour trois régions, à savoir le PACA (la seule où les achats à la Chine représentent plus de 20 % du total), la Normandie et l'Île-de-France. L'Allemagne est le principal fournisseur pour toutes les autres régions, et, consolide sa place de premier débouché de notre pays loin devant les États-Unis et l'Espagne.

> Nouvelle réduction des effectifs

Dans la métallurgie, le nombre d'intérimaires s'est partiellement redressé à partir du printemps 2025 (la durée des missions est restée légèrement supérieure à 1 mois). En même temps, après les chiffres encourageants obtenus entre 2022 et la première partie de 2024, le nombre de salariés hors intérim a de nouveau régressé en partie en raison de la décroissance de l'apprentissage. Au total, fin septembre 2025, les effectifs se positionnaient en retrait d'environ 13 000 par rapport à leur pic de la fin 2023. Ils dépassaient leur niveau observé juste avant la pandémie dans six régions (à hauteur d'environ + 5 % en Bretagne, en Occitanie et en PACA) mais s'inscrivaient en deçà dans les six autres (à peu près - 6 % dans le Grand Est, le Centre-Val de Loire et la Normandie). Par ailleurs, d'après les informations transmises par l'Unédic, 8 400 salariés de la métallurgie étaient placés en activité partielle chaque mois en moyenne au cours du troisième trimestre 2025 (chiffre ramené à ~1 700 en équivalents-temps plein), dont un peu plus de 40 % en APLD Rebond ; près des trois-quarts étaient regroupés dans deux secteurs, à savoir les produits métalliques et l'automobile.

Toujours selon l'Unédic, les licenciements économiques ont représenté 15,5 % du total des ouvertures de droit à l'assurance chômage de salariés en provenance de la métallurgie en 2025 (janvier à septembre), en regard de 12 % en moyenne en 2023-2024 ; ce ratio est similaire à celui mesuré pour les fins de contrat d'apprentissage mais devancé par ceux des ruptures conventionnelles et des licenciements autres qu'économiques (pas loin de 25 % du total pour chacun d'eux).

🔴 Les Chiffres

- **8 % : proportion de chefs d'entreprise de l'industrie signalant des difficultés d'approvisionnement début décembre 2025**
- **76,7 % : taux d'utilisation des capacités dans l'industrie en novembre 2025**
- **+2 % : variation annuelle de la production dans la métallurgie en 2025 (sur la base des 11 premiers mois)**
- **-5,5 % : variation annuelle de la production dans le machinisme agricole en 2025**
- **4 405 : défaillances d'entreprises industrielles en novembre 2025 (en cumulé sur 12 mois)**
- **24,8 milliards d'€ : montant mensuel moyen des exportations de produits métallurgiques entre septembre et novembre 2025**
- **7,1 % : taux de recours à l'intérim dans la métallurgie au T3 2025**
- **-1 800 : variation sur 1 trimestre des effectifs hors intérim dans la métallurgie au T3 2025**
- **-8 500 : variation sur 1 an des effectifs hors intérim dans la métallurgie au T3 2025**